

Gaza, Palestine : produire coûte que coûte

*Août 2020. Notre-Dames-des-Landes, dans la belle salle de l'Ambasada. Le film **Le char et l'olivier** a été visionné par une salle comble, très majoritairement jeune. À un moment du débat, Pierre me demande de dépeindre la situation actuelle à Gaza. Alors fuse cette question : "Au vu de ce que vous décrivez, pourquoi vous refusez-vous à caractériser Gaza comme un camp de concentration ?"*

Une société dans les fers israéliens

Deux millions et demi d'êtres humains concentrés dans une cage de 360 km². Une cage au sens strict du terme : murs, grilles, aucun passage libre ; jeeps et tanks parcourant sans cesse une route de ronde enserrant l'enclave ; et la surveillance continue des ballons captifs et des tours tueuses, cette version XXI^e siècle des miradors. *La mort pour celui qui fuit.*

Près des trois quarts de ceux et celles qui survivent là sont nés ou descendent de parents qui sont nés en dehors de l'enclave : arrivés en vagues successives, poursuivis par les avions et les soldats, entassés de force à cette lisière du territoire conquis par les armes en 1948 par un État autoproclamé qui, violant point par point sa toute récente Charte, n'en sera pas moins admis membre de l'Organisation des Nations unies l'année suivante.

Au vu de ces réalités ignobles, oui, Gaza 2020 peut être nommé camp de concentration.

Cela n'épuise pas la réalité de Gaza. Gaza a connu plusieurs statuts depuis 1948. Grande pauvreté sous gestion égyptienne, avec incursions sanglantes israéliennes (le massacre de 1956), territoire occupé à partir de 1967, directement confronté aux soldats et aux colons (près de la moitié du petit territoire est interdit aux Gazaoui-es, entre colonies et camps militaires), mais avec possibilité de travail en Israël, formidable espoir de l'arrivée d'Arafat, espoir aussitôt déçu par la corruption généralisée des nouveaux arrivants couplée avec le premier encerclement physique (la première clôture matérialisant l'explicite "restriction de mouvements" imposée aux Gazaoui-es date de cette année 1994), encerclement qui se développera au fil du temps en un blocus de plus en plus féroce, intégral à partir de 2006-2007. La société gazaouie a toujours fait front. Capable de moments de lutte intenses, de la première Intifada aux grandes Marches du Retour. Et exemple superbe de la force de la résistance obstinée du quotidien.

Un tissu social dramatiquement malmené, qui ne rompt pas. Lorsque vous parcourez les rues, vous

tombez infailliblement sur une école, sur un centre péri-scolaire pour enfants, une micro-coopérative de femmes, une maison de quartier, des plaques annonçant des ONGs, de toutes tailles et forces, quelques ONGI ; des centres de santé ; une multitude de tous petits commerces, de stands de rue... Les grosses structures (hôpitaux, universités...) souffrent énormément, mais au jour d'aujourd'hui sont toujours actives.

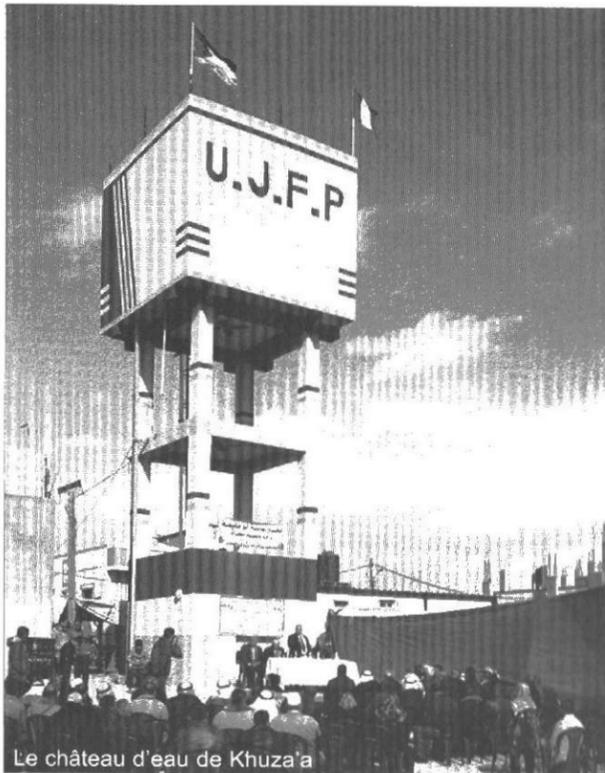
Les gens de Gaza ne forment pas un bataillon uni autour de son drapeau, pas plus qu'ils ne sont une foule triste tenue de main de fer par d'implacables religieux. C'est un morceau vivant de la société palestinienne. Et c'est cela que l'occupant veut tuer à toutes forces.

Le travail de la terre, comme héritage et comme combat

Port de pêche, carrefour de commerces, centre d'une riche activité agricole : on retrouve les échos d'un Gaza actif jusque très loin dans le passé. Face aux immenses efforts déployés par Israël pour effacer ce passé, pour démanteler plus facilement une société palestinienne niée en tant que telle, le maintien de l'activité économique de Gaza est un enjeu capital. Et dans ce contexte, la question de la terre est cruciale.

Grignotées par l'urbanisation due à la pression démographique d'une population captive, les terres agricoles sont âprement défendues dans leur extension nord et est, ce qui met les paysan·nes en confrontation directe avec l'armée israélienne dans la dite zone tampon, un ruban de largeur variable au fil des circonstances, découpé le long de la barrière de séparation à l'intérieur de la bande de Gaza. Les paysans et paysannes de Gaza refusent d'abandonner leurs terres, ils et elles font face, dans un environnement doublement meurtrier, en tant que Gazaoui-es d'une part, en tant que paysan·nes d'autre part :

✓ ils/elles vivent sous occupation, démunis-es de la protection de leurs terres que le droit international devrait leur garantir ;



Le château d'eau de Khuza'a

✓ Interdiction des tracteurs, destructions des réserves d'eau, entrées de bulldozers ravageant les champs, épandages de défoliants, tirs sur les paysan-nes au travail. Crimes documentés, incontestables, au vu et au su de tou-ttes : le lourd système onusien est présent sur place, et capable d'analyses pertinentes (voir le rapport *"Gaza 2020 : un endroit vivable ?"*), analyses suivies... d'aucune action ; la Croix Rouge Internationale, l'interlocuteur désigné par l'armée israélienne, par laquelle transitent les diktats de l'armée vers les paysan-nes, ne prend guère davantage sa place dans la défense de leur activité, voire de leurs vies ;

✓ dans un monde où la petite paysannerie peine partout à faire entendre sa voix face à l'agriculture industrielle.

Car pour ce monde des organisations internationales, perfusées à l'idéologie libérale, incapables du moindre recul critique sur les oukases édictés par la Banque Mondiale ou le FMI, l'attachement à la terre en tant que

terre nourricière est au mieux une lubie passiste... Ils rejoignent ainsi, consciemment ou non, l'interdit de produire dicté par l'occupant.

Vivre du travail de la terre, une équation rendue insoluble par l'occupant, qu'il nous appartient d'équilibrer

Khuza'a est l'un des gros villages agricoles. Situé au sud-est de la bande de Gaza, ses terres ont été largement amputées par la barrière de séparation. Celles qui lui restent sont en grande partie situées dans l'arbitraire zone tampon, et les paysan-nes les cultivent au sens strict du terme sous les balles.

Conjonction de la volonté obstinée des paysan-nes, du soutien infatigable du mokhtar local, de la conviction du maire, et des amitiés militantes forgées sur le terrain (qui mettront l'Union Juive Française pour la Paix au premier plan de la lutte), un mouvement original s'y développe depuis des années. Une auto-organisation farouche, solidement appuyée sur un triptyque à toute épreuve : le représentant gazaoui de l'UJFP / le mokhtar, autorité traditionnelle / le maire, élu municipal.

Initié sur le problème de l'irrigation, au moment de la saison de culture catastrophique du printemps 2016, l'alliance du mouvement paysan et de la mobilisation du mouvement de solidarité français coordonné par l'UJFP parviendra dès décembre de cette année-là à sa première réalisation, un grand château d'eau, pièce maîtresse d'un système d'irrigation moins dépendant de l'arbitraire de la fourniture d'électricité. Il porte bien visible le sigle UJFP, bras d'honneur aux tanks et jeeps qui patrouillent de l'autre côté de la barrière – mais message aussi à leurs propres autorités. Des paysans enfonceront le clou en pleine cérémonie d'inauguration : *"Que faites-vous pour soutenir les paysans ici ? Il faut que ce soit une association juive française qui nous apporte sa solidarité !"*, lancera l'un d'eux aux officiels présents.

D'autres réalisations suivront (voir encadré). Toutes signifient un pas dans la reconnaissance de la fierté du travail de la terre, de la conscience de son importance

pratique et symbolique dans la lutte pour l'existence de la Palestine. Elles nous auront appris aussi que face à la violence du colonisateur, violences armées directes et violences du carcan administratif imposé, les producteurs et productrices doivent pouvoir compter sur nous. L'équation : *"Nourrir une population dans un état général de grande pauvreté, au pouvoir d'achat effondré après tant d'années de blocus"* ET *"Vivre de son travail et faire vivre sa famille"*, SANS aucun mécanisme social ou financier pour gérer les inévitables aléas de la production agricole et sans autorisation d'exporter, n'a pas de solution technique possible : doit entrer dans la danse l'apport de la solidarité internationale.

Gagner la bataille des semences : une pépinière solidaire et pérenne

Illustrons cette affirmation par la toute dernière réalisation. L'une des priorités très tôt affirmée par les paysan-nes, rejoignant dans les conditions si particulières de Gaza une lutte planétaire, est la volonté de s'affranchir du lobby semencier. Comme en 2016 quand la moisson avait séché sur pied, l'appel jaillit de la rage créée par la distribution (via la Croix Rouge) de semences de si piètre qualité que les cultures n'ont rien pu donner. Conscient-es de leur savoir-faire, les paysan-nes cherchent un appui pour réaliser leur pépinière, leur permettant d'obtenir eux-mêmes les plants à repiquer en pleine terre. Un partenariat entre l'UJFP et Humani'Terre rassemblera les fonds nécessaires au montage et aux premiers pas de la structure. Les paysan-nes s'appuient

immédiatement sur leur pépinière : pour la première saison de culture (mi-juillet au 31 août 2020), la pépinière a planté et livré 295 000 plants.

Mais si nécessaire soit-elle, une pépinière solidaire ne peut pas prétendre à une rentabilité commerciale dans les conditions de Gaza. Rappelons que trois sources d'incertitudes se combinent :

- les aléas propres à l'activité de culture, que rencontrent tous les paysan-nes du monde, liés à la qualité des graines, aux conditions climatiques, etc. ;

- les aléas propre à Gaza, c'est à dire au fait de cultiver une terre dans les conditions de l'occupation israélienne : bombardements, fréquentes entrées des bulldozers ravageant les champs, épandage de défoliants ;

- les aléas de la vente de la récolte, liés d'abord aux conditions économiques de la population de Gaza : si la période de récolte coïncide avec les fréquentes coupes dans les salaires des fonctionnaires par exemple, les familles n'ont pas les moyens d'acheter des produits frais, en tout cas pas à un prix qui rémunérerait le paysan-ne. Liés ensuite à l'impossibilité d'exporter, même vers la Cisjordanie, qui laisse totalement seuls face à face des paysan-nes et des familles, sans aucune liquidité des deux côtés.

En août 2020, les paysan-nes de Khuza'a et Abasan ont mis en route leur pépinière, avec la volonté qu'elle soit au service de tous les paysan-nes, même des plus fragiles économiquement. La solidarité est indispensable pour qu'ils gagnent ce défi :

<http://ujfp.org/spip.php?article8046>

Sarah Katz ☐

Cette lutte obstinée est documentée sur le site de l'UJFP :

les années 2016-2019 : https://www.ujfp.org/IMG/pdf/dossier_irrigation_gaza_septembre_2019.pdf

comptes rendus « à chaud » de la création de la pépinière :

https://www.ujfp.org/IMG/pdf/compte_rendu.pdf

https://www.ujfp.org/IMG/pdf/compte_rendu_pe_pinie_re_phase_2.pdf

https://www.ujfp.org/IMG/pdf/khuz_a_4_troisieme_rendu_photos_light.pdf,

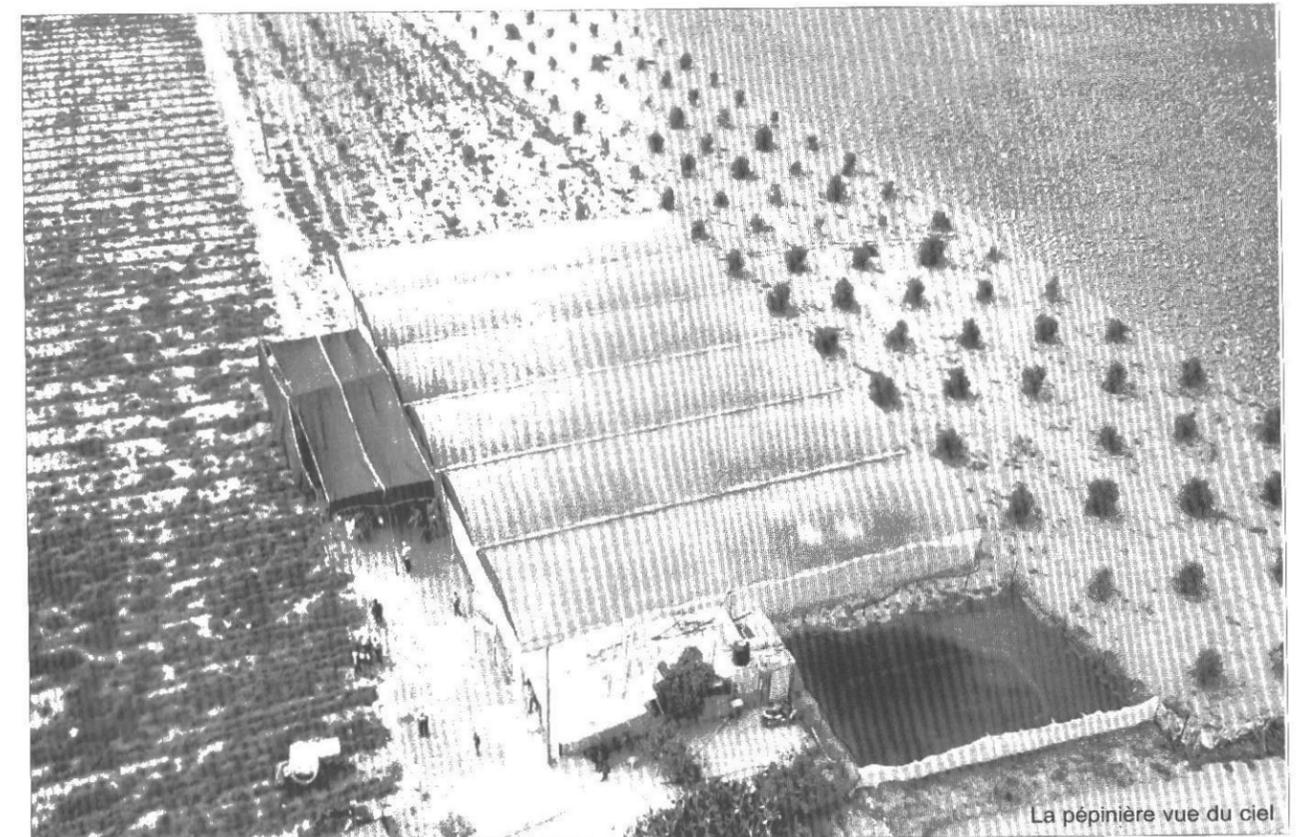
et une vidéo tournée par l'équipe de terrain : https://www.ujfp.org/IMG/mp4/final_project.mp4.

Le jeune cinéaste gazaoui lyad Alastal, qui développe une belle chaîne YouTube montrant la diversité de la vie à Gaza, « Gaza Stories », y a consacré deux épisodes :

présentation du projet pépinière : <https://www.youtube.com/watch?v=Bo1eQ81UTU>

et interview d'un des acteurs-clé : M. Abu Rook, maire de Khuza'a,

<https://www.facebook.com/watch/?v=211463960199271>



La pépinière vue du ciel